

DIAL

L'actualité en bref - avril 2006

Nicolas Pinet

lundi 1er mai 2006, par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

Les présidents argentin, brésilien et vénézuélien se sont réunis pour la quatrième fois en 13 mois à São Paulo, mercredi 26 avril, pour discuter du projet de construction du gazoduc qui devrait acheminer le gaz naturel vénézuélien vers le Brésil et l'Argentine. Le projet, qui a été jugé viable par les gouvernants, va être élaboré dans les prochains mois, avant d'être présenté aux autres pays d'Amérique latine lors d'une réunion des ministres de l'énergie qui doit avoir lieu au Brésil avant septembre.

AMÉRIQUE DU SUD

Lors d'un sommet à Asunción (Paraguay) entre les présidents paraguayen, Nicanor Duarte, uruguayen, Tabaré Vázquez, bolivien, Evo Morales et vénézuélien, Hugo Chávez, un accord a été conclu prévoyant la fourniture de gaz naturel bolivien au Paraguay et à l'Uruguay. Lors de ce sommet du mercredi 19 avril, le président vénézuélien a déclaré que la Communauté andine des nations (CAN), qui réunit le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, était « morte », « terrassée par le libéralisme » et que son pays ferait les démarches nécessaires pour se retirer du bloc. La déclaration fait suite à la signature par la Colombie (27 février) et le Pérou (12 avril) d'accords de libre-échange avec les États-Unis. Le secrétaire général de la CAN, le péruvien Allan Wagner, et le gouvernement colombien ont, chacun de leur côté, entamé des négociations diplomatiques pour éviter le retrait du Venezuela.

ARGENTINE

En 2004, l'actuel chef d'état-major de l'armée argentine, Roberto Bendini, a été accusé par le bureau fédéral anticorruption de détournement de fonds publics pendant les années 2002-2003, alors qu'il était commandant de la brigade mécanisée de Río Gallegos, la capitale de l'État patagon de Santa Cruz. Le juge fédéral qui conduit l'enquête depuis 2 ans, Gerardo Caamaño, s'est déclaré incompétent en avril et a transféré l'affaire à la justice militaire. La décision a été sévèrement critiquée par plusieurs juges fédéraux et par les membres de l'opposition pour qui la décision s'explique par la proximité entre le commandant en chef et le président Néstor Kirchner qui fut 3 fois gouverneur de la province de Santa Cruz (1991-2003).

Mercredi 5 avril, les habitants de la ville de Gualaguaychú ont décidé de bloquer à nouveau le pont frontière reliant l'Argentine et l'Uruguay, pour protester contre la construction de deux usines de cellulose par les entreprises finlandaise Botnia et espagnole ENCE. La décision a été prise après que les présidents argentin et uruguayen ont suspendu mardi 4 leur rencontre, du fait du refus de Botnia d'arrêter les travaux de construction pendant 90 jours. Plusieurs observateurs ont critiqué la décision de l'assemblée de Gualaguaychú, faisant valoir que les gouvernements étaient arrivés à un accord peu après. Le gouvernement uruguayen a demandé vendredi 7 avril au gouvernement argentin, qui occupe actuellement la présidence du Mercosur (Marché commun du sud), de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil du Mercosur pour examiner la plainte déposée par l'Uruguay contre le blocage du pont frontière par les habitants de Gualaguaychú, qui viole le droit à la libre-circulation de biens et de personnes au sein du Mercosur. Pour le gouvernement argentin, il s'agit au contraire d'un problème

bilatéral dû à la violation uruguayenne du Statut du fleuve Uruguay.

BOLIVIE

Le gouvernement bolivien a annoncé en avril qu'il ne renouvellerait pas son accord financier avec le Fonds monétaire international (FMI), comme l'ont déjà fait l'Argentine et le Brésil (voir brèves de décembre 2005). A la différence de ses 2 prédécesseurs, la Bolivie ne remboursera pas de manière anticipée ses 13,9 millions de dollars de dette.

BRÉSIL

La 1ère Conférence nationale des peuples indigènes du Brésil s'est tenue à la mi-avril à Brasilia. Convoquée par la Fondation nationale de l'indigène (FUNAI), elle a réuni 800 représentants des quelque 220 ethnies brésiliennes. L'initiative a d'abord été critiquée par une motion du « Campement avril indigène » qui a réuni 550 leaders dans la capitale une semaine auparavant. La motion reproche à la FUNAI, organisme public, d'avoir attendu la dernière année du mandat présidentiel pour organiser la conférence, qui, selon les accords préélectoraux passés avec le mouvement indigène, aurait dû avoir lieu en 2003.

La deuxième édition du Forum social brésilien (FSB) a eu lieu à Recife, au nord-ouest du pays, du jeudi 20 avril au dimanche 23. Environ 15 000 personnes étaient présentes.

Le procureur général de la République, Antonio Fernando de Souza, a rendu public mardi 11 avril un dossier d'accusation de 133 pages, remis au Tribunal fédéral suprême et accusant 40 hommes politiques, dont 3 anciens ministres, d'avoir constitué une vaste organisation criminelle destinée à assurer la victoire du Parti des travailleurs (PT) par le biais d'« achats de soutien politique ». Une commission parlementaire d'enquête a, dans un rapport du 5 avril, demandé l'ouverture de procédures contre 109 personnes, pour la plupart parlementaires et dirigeants politiques, impliqués dans des affaires d'usage de fonds illégaux lors des élections ou pour obtenir des soutiens politiques. L'Ordre des avocats du Brésil doit décider le 8 mai, lors de la réunion de son Conseil fédéral, s'il initie ou non une procédure de jugement politique contre le président Luiz Inácio Lula da Silva.

CHILI

Le ministre des affaires étrangères chilien, Alejandro Foxley, a annoncé à la mi-avril la préparation d'un projet ambitieux d'intégration portuaire qui sera présenté en juin 2006, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté sud-américaine des nations. Le projet doit fournir un accès au Pacifique à l'Argentine, au Brésil, au Paraguay, à l'Uruguay et à la Bolivie, répondant ainsi à la revendication bolivienne d'un accès à la mer, perdu après la guerre du Pacifique (1879-1883), qui opposa le Chili au Pérou et à la Bolivie. Le vice-président bolivien, Alvaro Garcia a alors annoncé que son gouvernement renonçait à présenter sa requête devant l'Organisation des Etats américains (OEA) et qu'il privilégierait la négociation bilatérale. Le projet a été discuté lors de la rencontre de la présidente Michelle Bachelet et du président brésilien, mardi 11 avril. Lors de son deuxième voyage à l'extérieur, la nouvelle présidente chilienne a rencontré le président paraguayen Nicanor Duarte à Asunción, avant de poursuivre vers Brasilia.

HAÏTI

Le président René Préal a annoncé qu'Haïti intégrera le programme vénézuélien Petrocaribe, au lendemain de l'investiture présidentielle qui aura lieu le 14 mai. Ce programme prévoit la fourniture des produits pétroliers vénézuéliens au gouvernement qui se charge ensuite de les vendre au secteur privé au prix du marché. Le gouvernement dispose alors de 90 jours pour payer 60% de la valeur des produits au fournisseur vénézuélien, les autres 40% étant remboursables sur une période de 25 ans, avec un taux d'intérêt annuel de 1%. Le crédit de 40% sur 25 ans doit permettre de constituer un fonds de

développement.

Le Conseil électoral provisoire (CEP) a publié mercredi 26 avril les résultats non définitifs du scrutin législatif du 21 avril dont le taux de participation a été particulièrement faible (moins de 15%). La plateforme l'Espoir, du président René Préal, arrive en tête. Elle obtient 11 sièges au Sénat et 16 à la Chambre des députés. Restent à élire, au cours d'un second tour d'élections partielles, 3 sénateurs (département du Sud-Est) et 12 députés (dans 12 circonscriptions).

MEXIQUE

Le conflit qui oppose le gouvernement au syndicat des mineurs, métallurgistes et professions similaires remonte à l'accident de février dans lequel 65 mineurs perdirent la vie au fond d'un puits de mine. Le conflit a été ravivé par le refus du gouvernement de reconnaître le secrétaire général du syndicat, Napoleón Gómez, contre lequel pèsent diverses accusations de corruption. Les travailleurs syndiqués et les syndicats nationaux et étrangers qui soutiennent le secrétaire, dénoncent de leur côté l'ingérence gouvernementale. Depuis mars, quelque 5 000 travailleurs, des 260 000 que compte le secteur, participent à des mouvements de grève pour soutenir le secrétaire général. Le gouvernement a fait valoir que les Associations fédérales de conciliation et d'arbitrage - indépendantes - ont déclaré ces grèves illégales, ce qui autorise les entreprises concernées à licencier les grévistes et à demander l'intervention de la police contre les occupations d'usines. Jeudi 20 avril, 800 policiers fédéraux étaient chargés d'expulser les 1 000 grévistes occupant l'usine sidérurgique Sicartsa située à Ciudad Lázaro Cárdenas, dans l'Etat de Michoacán. Dans les affrontements qui ont suivi, deux travailleurs et un policier ont trouvé la mort et 30 autres personnes ont été blessées, sans que la police obtienne pour autant l'évacuation des bâtiments.

PÉROU

Des élections générales ont eu lieu dimanche 9 avril. Parmi les 20 candidats présidentiels, les 3 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sont Ollanta Humala, candidat nationaliste de l'Union pour le Pérou (25,76%), l'ex-président social-démocrate Alan García (1985-1990) du Parti apriste péruvien (20,41%) et Lourdes Flores, du parti de droite Unité nationale (19,93%). Le second tour opposera donc Ollanta Humala et Alan García, le dernier dimanche de mai ou le premier de juin. L'équipe de campagne d'Ollanta Humala compte de nombreux militaires liés à Vladimiro Montesinos, le chef des services de renseignements de l'ancien président Alberto Fujimori (1990-2000). La fille de ce dernier, Keiko Sofía Fujimori, a aussi été la parlementaire élue avec le plus grand nombre de voix. La liste fujimoriste Alliance pour le futur (AF), composée en majorité d'anciens ministres, parlementaires, militaires et fonctionnaires du gouvernement d'Alberto Fujimori, constitue d'ailleurs la quatrième force parlementaire ; la 1ère, l'Union pour le Pérou, ayant obtenu 43 des 120 sièges parlementaires.

VENEZUELA

Le 23 février, 3 adolescents et un employé domestique étaient séquestrés par des hommes portant l'uniforme de la police métropolitaine de Caracas et prétendant contrôler la circulation à la sortie de leur quartier. Les agresseurs demandèrent 4,5 millions de dollars de rançon. Après un mois de détention, des manifestations de rue et des messes étaient organisées pour demander la libération des otages. Début avril, les otages étaient retrouvés morts. A l'annonce de leur mort, mercredi 5 avril, voisins, amis et étudiants organisent des mobilisations qui bloquent l'autoroute principale de Caracas et se rassemblent face au ministère de l'intérieur et de la justice. Des manifestations ont aussi lieu dans les grandes villes du pays dont elles coupèrent les avenues principales. Le même jour, un journaliste qui suivait les mobilisations était lui aussi tué par balles. Le ministre de l'intérieur s'est engagé à « remuer ciel et terre pour trouver les coupables », quels qu'ils soient, « même des policiers ». Selon Amnesty International, quasi 7% des 7 348 assassinats commis en 2004 au Venezuela sont à imputer aux forces de police.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.